



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/MP.EIA/WG.1/2007/3
6 février 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

**RÉUNION DES PARTIES À LA CONVENTION
SUR L'ÉVALUATION DE L'IMPACT
SUR L'ENVIRONNEMENT DANS UN CONTEXTE
TRANSFRONTIÈRE**

Groupe de travail de l'évaluation
de l'impact sur l'environnement

Dixième réunion
Genève, 21-23 mai 2007
Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire

**ACTIVITÉS SE RAPPORTANT À LA CONVENTION ÉNUMÉRÉES
DANS LE PLAN DE TRAVAIL (DÉCISION III/9)**

Respect des dispositions et application de la Convention

Rapport de la dixième réunion du Comité de l'application

Note du secrétariat

1. Le Comité de l'application a tenu sa dixième réunion à Berlin les 9 et 10 octobre 2006.
2. Y ont participé les représentants des Parties membres du Comité ci-après: Allemagne (M. Matthias Sauer), Arménie (M^{me} Margarita Korkhmazyan), Croatie (M. Nenad Mikulic), ex-République yougoslave de Macédoine (M^{me} Menka Spirovska), Finlande (M^{me} Seija Rantakallio), Kirghizistan (M^{me} Gulfiya Shabaeva) et Slovaquie (M. Tomáš Černohous). Le membre de la Pologne (M. Jerzy Jendroska) avait fait savoir au Comité qu'il ne pourrait assister à la réunion.
3. M^{me} Rantakallio, Présidente, a ouvert la réunion.
4. M. Sauer a souhaité la bienvenue aux membres du Comité à Berlin.

5. Le Comité a adopté l'ordre du jour établi par le secrétariat.
6. Il a décidé que le secrétariat écrirait à la Pologne au nom de la Présidente: a) pour souligner qu'il importait que tous les membres du Comité apportent régulièrement leur contribution à ses travaux; b) pour exprimer ses préoccupations quant à l'absence répétée de M. Jendroska; et c) pour demander à la Pologne de faire ce qui était en son pouvoir pour veiller à être représentée aux futures réunions du Comité.

I. Critères pour traiter les informations autres que les communications émanant des Parties

7. Le Comité a discuté de l'avis donné par le Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE), à sa neuvième réunion, sur les propositions du Comité concernant: a) les sources d'information grâce auxquelles il pourrait avoir connaissance d'un éventuel cas de non-respect des dispositions de la Convention; et b) les critères dont il devrait tenir compte pour déterminer s'il était appelé ou non à prendre une initiative (par. 9 du document ECE/MP.EIA/WG.1/2006/2 et son annexe). Le Groupe de travail de l'EIE avait recommandé d'aménager ces propositions et de ne pas les inclure dans la description révisée de la structure et des fonctions du Comité remplaçant l'appendice de la décision III/2. Le Comité a accepté d'inclure les propositions modifiées selon les suggestions du Groupe de travail de l'EIE dans son projet de règles à appliquer à la conduite de ses réunions (règles de fonctionnement).

II. Examen du système de présentation de rapports sur le respect des obligations

A. Système de présentation de rapports sur le respect des obligations

8. Le secrétariat a indiqué qu'il avait reçu 27 réponses au questionnaire révisé sur la mise en œuvre des dispositions de la Convention pour la période comprise entre 2003 et 2005, dont 24 émanant des 40 États parties à la Convention, que l'on pouvait consulter sur le site Web de la Convention à l'adresse suivante: www.unece.org/env/eia/review2006.htm.
9. Le Comité s'est déclaré préoccupé de constater que de nombreuses Parties n'avaient pas encore répondu au questionnaire révisé. Il est convenu de faire rapport à la quatrième réunion des Parties sur celles d'entre elles dont c'était le cas et d'appeler l'attention sur celles qui n'avaient pas répondu non plus au questionnaire initial. Il est en outre convenu qu'il pourrait se mettre en rapport avec les Parties qui ne répondaient pas aux questionnaires pour leur demander comment elles appliquaient la Convention.
10. Le Comité a appuyé le secrétariat dans son intention d'informer les Parties qu'il ne pouvait, pour des raisons pratiques, inclure dans le deuxième projet d'examen de l'application aucun questionnaire complété reçu après le 30 novembre 2006. Il a prié le secrétariat de faire figurer le contenu du paragraphe 9 ci-dessus dans cet avis, et de mentionner le paragraphe 8 du rapport de sa sixième réunion consacré à l'opportunité de considérer comme une question de respect des obligations (MP.EIA/WG.1/2005/3), à l'avenir, la non-présentation ou la présentation insatisfaisante de rapports. Le Comité a en outre proposé que le secrétariat rappelle aux Parties que les membres qui le composent ont été désignés pour aider les Parties à remplir ce questionnaire.

11. Le secrétariat a demandé que les membres du Comité l'aident à réviser le projet de deuxième examen de l'application en janvier et février 2007. M. Mikulic, M. Sauer et M^{me} Shabaeva ont accepté d'apporter leur concours en la matière et le Comité a proposé que M. Jendroska leur prête main-forte. Le Comité a estimé qu'il était important que les membres participent à l'élaboration du projet d'examen, puisqu'il allait examiner officiellement ce document après la prochaine réunion des Parties.

B. Questions générales de respect des obligations

12. Le Comité a examiné les questions générales de respect des obligations qui avaient été signalées lors de l'examen précédent de l'application de la Convention sur la base des informations communiquées par ses membres.

13. Le Comité a commencé par poursuivre la discussion qu'il avait eue à sa réunion précédente sur l'application des dispositions de la Convention en matière de notification et qui portait principalement sur le stade de la procédure nationale d'EIE auquel s'effectue la notification (premier paragraphe de l'article 3 de la Convention). Il a proposé que les Parties adoptent une attitude prudente, notamment en se concertant au préalable avec les Parties touchées sur l'éventuelle nécessité d'une notification afin d'éviter les problèmes qui peuvent surgir quand une notification arrive à un stade tardif de la procédure.

14. Le Comité a ensuite examiné les questions générales de respect des obligations liées à la décision définitive (art. 6) en se fondant sur un document établi par M. Sauer. Partant des réponses au questionnaire précédent, le Comité a conclu que l'application de cette disposition, notamment du premier paragraphe et du paragraphe 2 de l'article 6, présentait peu de difficultés. Les Parties avaient peut-être besoin de se familiariser davantage avec l'application du paragraphe 3 de l'article 6. Le constat a été fait qu'il était difficile d'évaluer l'influence de l'EIE sur la prise de décisions.

15. Pour finir, le Comité a examiné les questions générales de respect des obligations liées aux programmes de recherche (art. 9), faisant observer que l'expérience de l'application de cette disposition avait été limitée. Les Parties pouvaient être exhortées à partager les résultats de leurs recherches en répondant au questionnaire, notamment en indiquant où l'on pouvait les trouver, et ce, de préférence, dans les langues officielles de la CEE. Ces résultats pouvaient être issus de la recherche menée sur les EIE dans un contexte transfrontière, mais aussi de la recherche en rapport avec les EIE nationales, qui pouvaient également être utiles à d'autres dans un contexte transfrontière, par exemple dans les domaines suivants: évaluation, suivi et recherche méthodologique. Le Comité a également proposé que le plan de travail adopté à la quatrième réunion des Parties tienne compte de la condition énoncée à l'article 9 afin d'encourager les bonnes pratiques.

16. Le Comité a proposé que M^{me} Shabaeva, M^{me} Spirovska, M. Jendroska et la Présidente examinent son projet de rapport à la quatrième réunion des Parties pour donner plus de poids à ses recommandations sur les questions générales de respect des obligations.

C. Questions spécifiques liées au respect des obligations

17. Le Comité a poursuivi l'examen des questions spécifiques liées au respect des obligations répertoriées au cours de l'analyse du précédent examen de l'application.

18. Le secrétariat avait écrit à la Finlande au nom de M^{me} Spirovska, Vice-Présidente, comme l'en avait prié le Comité à sa huitième réunion, pour lui demander d'être informé de l'état d'avancement des mesures prévues en vue d'assurer une meilleure conformité aux dispositions (par. 17 du document ECE/MP.EIA/WG.1/2006/3). Le Comité a pris note d'une réponse envoyée par la Finlande par courrier électronique indiquant: a) que, depuis sa lettre au Comité d'octobre 2005, aucun projet visé par la Convention n'avait fait d'elle une Partie touchée; et b) qu'elle l'informerait quand elle aurait pu appliquer les principes en matière de participation du public énoncés dans la lettre en question.

19. Le secrétariat a fait savoir qu'il avait écrit au Kirghizistan au nom de la Présidente, comme l'en avait prié le Comité à sa précédente réunion (par. 20 du document ECE/MP.EIA/WG.1/2006/4), pour l'informer que celui-ci était satisfait des informations que ce pays avait fournies et considérerait la question comme réglée.

20. Le secrétariat avait également écrit à Moldova au nom de la Présidente, comme l'en avait prié le Comité à sa précédente réunion (par. 22 du document ECE/MP.EIA/WG.1/2006/4) pour solliciter des informations sur sa procédure d'exécution des EIE transfrontières. Le Comité a pris note de la réponse de Moldova, datée du 15 août 2006. Il s'est déclaré satisfait des renseignements fournis après examen simultané de la réponse reçue et des réponses au questionnaire révisé fournies par Moldova en avril 2006. Il a demandé au secrétariat d'écrire à ce pays au nom de la Présidente pour: a) le remercier de sa réponse; b) relever qu'il avait conclu, pour ce qui était des réponses au questionnaire révisé, qu'il ne nourrissait aucune crainte précise quant à la procédure suivie par Moldova en matière d'EIE transfrontières; et c) demander que la correspondance échangée entre lui-même et Moldova puisse être consultée sur le site Web de la Convention.

21. Enfin, le secrétariat avait écrit à l'Arménie au nom de la Présidente, comme l'en avait prié le Comité à sa huitième réunion (par. 16 du document ECE/MP.EIA/WG.1/2006/3) pour lui demander un complément d'information et proposer divers moyens par lesquels il pourrait fournir toute assistance qui s'avérerait nécessaire pour assurer le respect des dispositions. Le Comité a examiné un projet de réponse en date du 6 octobre 2006 émanant de l'Arménie et s'est félicité de son intention de lui faire parvenir sous peu une réponse officielle.

III. Structure et fonctions du Comité de l'application lors de l'examen des questions intéressant le Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale

22. Le Comité est convenu que M. Sauer continuerait de le représenter au sein du groupe de travail restreint chargé des questions de procédure et institutionnelles constitué dans le cadre de la Réunion des Signataires du Protocole et qu'il contribuerait à élaborer un projet de décision récapitulatif sur la composition du Comité une fois que le Protocole serait entré en vigueur.

IV. Règles de fonctionnement

23. S'agissant d'éventuelles règles de fonctionnement du Comité, celui-ci a pris acte de l'avis que lui avait donné le Groupe de travail de l'EIE à sa neuvième réunion, concernant, en particulier, l'idée qu'il fallait, pour instaurer de telles règles (par. 10 et annexe du document ECE/MP.EIA/WG.1/2006/2), un argument valable sur le plan juridique et fondé sur des preuves. Le Comité a examiné le projet révisé de règles de fonctionnement établi par M. Sauer et a suggéré des révisions mineures. Il est convenu que ses membres définiraient brièvement comment des règles de fonctionnement supplémentaires pourraient l'aider à remplir ses fonctions telles qu'elles sont énoncées aux paragraphes 5 et 6 de l'appendice de la décision III/2. Il est également convenu que toutes les propositions de ce genre seraient adressées à M. Sauer avant le 11 décembre 2006 et a demandé que ce dernier élabore un projet révisé de règles de fonctionnement pour examen par le Comité à sa prochaine réunion.

V. Autres activités au titre du plan de travail

A. Expérience en matière de participation du public

24. Le Comité a décidé d'examiner cette question à sa prochaine réunion.

B. Encourager les Parties à saisir le Comité de leur propre cas

25. La Présidente et M^{me} Spirovska ont présenté un projet de formulaire dont les Parties pourraient se servir pour soumettre une communication portant sur le respect des dispositions de la Convention dont elles-mêmes faisaient preuve. Le Comité a suggéré quelques améliorations à apporter au formulaire et a demandé que la Présidente et M^{me} Spirovska présentent un projet révisé à sa prochaine réunion.

C. Rapport à la Réunion des Parties sur les activités du Comité

26. Le Comité a examiné le projet de rapport, établi par le secrétariat, qu'il devait présenter à la quatrième réunion des Parties. Il a prié ce dernier de distribuer, le 31 octobre 2006 au plus tard, un projet modifié reprenant les résultats de la réunion pour examen par le Comité. Celui-ci est convenu de faire parvenir au secrétariat ses observations sur le projet révisé avant le 11 décembre 2006. En fonction de ces observations, M^{me} Shabaeva, M^{me} Spirovska, M. Jendroska et la Présidente seront priés d'élaborer, avec le concours du secrétariat, un nouveau projet de décision pour sa prochaine réunion.

D. Élaboration de projets de décision pour la Réunion des Parties

27. Le Comité a examiné un avant-projet de décision sur l'examen de l'application auquel sera annexé le projet de deuxième examen de l'application. Il a prié le secrétariat de prêter main-forte au Bureau pour mettre au point le projet de décision, et a proposé que le texte de celui-ci envisage, le cas échéant, une modification du questionnaire actuel.

28. Le Comité a également discuté d'un projet de décision élaboré par la Présidente sur l'examen du respect des obligations, auquel seront annexés: a) le projet de rapport du Comité à la quatrième réunion des Parties; b) le projet de règles de fonctionnement; et, si besoin était; c) une description revue et corrigée de la structure et des fonctions du Comité. Celui-ci a proposé

que M^{me} Shabaeva, M^{me} Spirovska, M. Jendroska et la Présidente poursuivent l'élaboration du projet pour examen à sa prochaine réunion.

29. Le Comité a également envisagé des éléments à l'état d'ébauche mis au point par le secrétariat pour l'éventuelle inclusion dans le plan de travail et le budget dans l'intervalle entre les quatrième et cinquième réunions des Parties. À son avis, il importait, à la lumière du premier examen de l'application, d'inclure un séminaire sur la législation et les procédures d'application de la Convention dans le cadre d'une activité inscrite dans le plan de travail et consacrée à l'échange de données sur les bonnes pratiques. Ces débats ont amené le Comité à prier le secrétariat d'élaborer des projets d'éléments révisés et de les distribuer au Comité le 31 octobre au plus tard pour observations, celles-ci devant être renvoyées au secrétariat avant le 20 novembre 2006. Une deuxième série d'observations serait organisée si cela s'avérait nécessaire. Le secrétariat devrait alors présenter au Bureau, le 22 décembre 2006 au plus tard, les projets d'éléments dûment modifiés, conformément à la décision du Groupe de travail de l'EIE (par. 36 du document ECE/MP.EIA/WG.1/2006/2).

VI. Procédure d'enquête

30. Le secrétariat a rendu compte de la conclusion de la procédure d'enquête engagée à la demande de la Roumanie en août 2004 et de l'avis de la Commission d'enquête communiqué à la Roumanie et à l'Ukraine ainsi qu'au Secrétaire exécutif de la CEE le 10 juillet 2006.

31. Le Comité a demandé à la Présidente d'écrire à l'Ukraine au nom du Comité, à la lumière de la procédure d'enquête et de l'avis de la Commission selon lequel la première phase du projet en question risquait d'avoir d'importantes retombées transfrontières négatives. Il a demandé de quelle façon l'Ukraine comptait appliquer au projet les dispositions de la Convention, quel était le statut de celui-ci et comment il fallait s'attendre à le voir évoluer. Il a en outre demandé que l'Ukraine soit informée de l'importance éventuelle de ces renseignements pour permettre au Comité de l'application de définir de quelle manière ce projet pourrait favoriser l'application des dispositions de la Convention.

VII. Communication de la Roumanie

32. La Roumanie avait fait, en mai 2004, une communication au Comité sur ce même projet, sur lequel porterait ultérieurement la procédure d'enquête. Le Comité a donc également prié la Présidente d'écrire à la Roumanie au nom du Comité en mentionnant la procédure d'enquête et le paragraphe 15 de la description de sa structure et de ses fonctions, et en l'informant que le Comité supposait que la communication de la Roumanie de mai 2004 n'était plus d'actualité, compte tenu des conclusions de la procédure d'enquête dont elle avait fait l'objet. Cela signifiait qu'il ne comptait pas examiner plus avant ladite communication. Si la Roumanie s'opposait – vu les toutes dernières démarches entreprises par l'Ukraine à propos dudit projet – à ce que le Comité cesse d'étudier la question, elle devrait l'en informer par écrit. Si le Comité n'avait reçu aucune réponse dans un délai d'un mois, il considérerait cette affaire comme réglée. Il a en outre demandé que la Roumanie sache qu'il se proposait néanmoins de se mettre en rapport avec l'Ukraine pour connaître sa réaction aux conclusions de la procédure d'enquête.

VIII. Autres questions

33. Le secrétariat n'avait reçu aucune demande émanant de Parties.
34. Le Comité a pris acte de l'affaire C-459/03 (*Commission des Communautés européennes c. Irlande*) portée devant la Cour de justice des Communautés européennes et est convenu de l'examiner à sa prochaine réunion.
35. Il a également pris note des informations contenues dans une lettre émanant de plusieurs organisations non gouvernementales d'ex-République yougoslave de Macédoine au sujet d'un projet de centrale nucléaire en Bulgarie.
36. Le Comité a aussi décidé d'examiner, à sa prochaine réunion, la proposition du secrétariat de chercher à déterminer s'il était ou non possible que le Comité exerce une fonction de conseil auprès des Parties sur la manière dont elles pouvaient se conformer aux dispositions de la Convention, dans l'éventualité où elles seraient parties à un autre accord portant sur des EIE transfrontières.
37. Le Comité a remercié l'Allemagne d'avoir accueilli sa réunion.
38. Le Comité a décidé de se réunir la prochaine fois à Skopje les 13 et 14 février 2007.
39. La réunion s'est achevée le mardi 10 octobre 2006.
